

Convention collective nationale

**IDCC : 3218. – ENSEIGNEMENT PRIVÉ NON LUCRATIF
(EPNL)**

ACCORD N° 2018/2 DU 18 JUIN 2018
RÉVISANT LA SECTION 3 DU CHAPITRE I^{ER} DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1850863M

IDCC : 3218

Entre :

CEPNL,

D'une part, et

SPELC ;

FEP CFDT ;

FD CFTC E & F,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

L'accord du 12 février 2018 a créé la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) EPNL pour mettre en conformité les dispositions de la convention collective avec celles du code du travail modifiées par la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016, l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017 et le décret n° 2016-1556 du 18 novembre 2016.

Cela a permis d'installer cette instance pour qu'elle puisse assurer des missions d'intérêt général définies par le code du travail dont celles de représentation de « la branche, notamment dans l'appui aux entreprises et vis-à-vis des pouvoirs publics » (C. trav., art. L. 2232-9, I).

C'est dans ce cadre que la négociation du présent accord a eu lieu le 12 avril 2018.

Le présent accord (avenant n° 2018/2 à la CC EPNL IDCC 3218) reprend les dispositions de l'accord du 12 février 2018, précise les missions et attributions spécifiques de ladite commission et procède à des corrections formelles notamment de numérotation d'articles.

Conformément à l'article L. 2222-3-3 du code du travail, la volonté paritaire est synthétisée dans le tableau ci-dessous :

TEXTE DE LA SECTION concerné	ACTION	THÉMATIQUE
Article 3.1 <i>a et b</i>	Reprise de l'accord du 12 février 2018 et mention complémentaire	Composition de la CPPNI et modalités de fonctionnement Attributions générales : insertion d'une référence à l'article L. 2232-9 I et II du code du travail
Article 3.1 <i>c</i>	Révision	Développement sur les missions de la CPPNI en matière de négociation et notamment à l'examen des demandes relatives aux thèmes de négociation émanant des organisations syndicales de salariés représentatives (C. trav., art. L. 2222-3). Fusion avec l'ancien article 3.6 de la CC EPNL sur les accords de méthode préalables aux négociations collectives. Renvoi à l'observatoire paritaire du dialogue social pour sa mission d'appui à la négociation
Article 3.1 <i>d</i>	Révision	Développements sur les missions de la CPPNI en matière d'interprétation et les modalités de saisine notamment au regard des nouveaux textes (art. L. 2232-9, II du code du travail et L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire)
Article 3.1 <i>e</i>	Création	Développements sur les missions de la CPPNI en matière de suivi des textes en remplacement des commissions de suivi supprimées par l'article 2.
Article 3.1 <i>f</i>	Révision	CPPNI de conciliation : renumérotation et simplification du texte avec renvoi au règlement intérieur de la CPPNI
Article 3.1 <i>g</i>	Révision	Missions de l'observatoire paritaire de la négociation collective (C. trav. art. L. 2232-10 et L. 2232-9, II, 5 al.) exercées par l'observatoire paritaire du dialogue social (art. 3.3)
Article 3.2	Révision	Suppression des commissions paritaires déléguées au profit de groupes de travail paritaires thématiques en raison de la dénonciation des conventions collectives et de la volonté commune de travailler sur la détermination de stipulations conventionnelles communes aux salariés placés dans des situations équivalentes conformément aux dispositions de l'article L. 2261-33 du code du travail
Article 3.3	Création	Développements relatifs à l'observatoire du dialogue social : Composition Missions d'appui à la négociation mais aussi dans le suivi des dispositions conventionnelles (en remplacement des observatoires existants) ; Il se substitue à l'observatoire du temps partiel (accord du 18 octobre 2013 révisé le 29 janvier 2015), à la commission paritaire nationale de suivi prévu dans l'accord national professionnel du 15 juin 1999 sur l'aménagement et la réduction du temps de travail et à la commission paritaire nationale prévue à l'accord national professionnel du 2 juillet 2002 relatif au travail de nuit. L'article 2 du présent accord supprime donc les commissions et observatoires créés par les accords listés ci-dessous.
Article 3.4	Révision	Développements relatifs aux CPR : adaptation du texte afin de prendre en compte le maillage territorial des établissements notamment de l'enseignement supérieur
Article 3.5	Création	Développements sur la protection des membres des commissions paritaires de branches (CPPNI, CPN et CPR, observatoire paritaire du dialogue social, et des groupes de travail).

TEXTE DE LA SECTION concerné	ACTION	THÉMATIQUE
Article 3.6	Révision	Adaptation du nombre de journées de prise en charge par OSR au regard du nombre de participants en CPPNI (art. 3.1, a).

Article 1^{er}

Révision de la section 3 du chapitre I^{er} de la CC EPNL

Les dispositions ci-dessous se substituent à celles de la section 3 du chapitre I^{er} de la CC EPNL signée le 12 juillet 2016 et révisée par l'accord du 12 février 2018 créant la CPPNI et à toutes les dispositions relatives aux commissions paritaires (fonctionnement, moyens, protection des salariés, etc.) contenues dans les sections du chapitre II ainsi que dans les accords thématiques rattachés à la présente convention collective.

La section 3 sur le fonctionnement du paritarisme du chapitre I^{er} de la CC EPNL est ainsi rédigée :

« Section 3

Fonctionnement du paritarisme

Sous-section 1

Instances paritaires

Article 3.1

Commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI EPNL)

Conformément aux dispositions de l'article L. 2232-9, I du code du travail, une commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) est créée, elle est désignée CPPNI EPNL.

a) Composition et modalités de fonctionnement

La CPPNI EPNL est composée des organisations représentatives dans la branche.

Chaque organisation syndicale représentative dispose de 4 sièges (4 membres titulaires et 4 membres suppléants ; sur la notion de membre, voir article 3.5).

Les représentants de ces organisations syndicales composent le collège des salariés.

La confédération de l'enseignement privé non lucratif (CEPNL) dispose d'un nombre de sièges égal au nombre total des sièges dont disposent les organisations syndicales de salariés représentatives. Les représentants de cette organisation composent le collège des employeurs.

La présidence de la CPPNI EPNL est assurée pour un mandat de 4 ans par un président et un vice-président selon les modalités suivantes :

- lorsque le président est issu du collège des employeurs, le vice-président est issu du collège des salariés et inversement ⁽¹⁾.

Lorsque l'organisation qui mandate le président ou le vice-président perd sa représentativité, le mandat à la présidence s'interrompt immédiatement.

La présidence convoque une CPPNI EPNL qui en prend acte et organise la désignation du président et du vice-président pour la durée du mandat restant à courir.

- le président et le vice-président remplissent leur fonction pour 2 années ⁽²⁾.

(1) La CEPNL désigne un président pour les années 2018 et 2019.

(2) L'année est entendue du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Au terme de ces 2 années :

- le vice-président devient président pendant les 2 années suivantes ;
- le président devient vice-président pour les 2 années suivantes ;
- la désignation prend effet lors de la première réunion de la période biennale.

La CEPNL assure le secrétariat technique et administratif de la CPPNI EPNL sous le contrôle de la présidence. Le secrétariat technique et administratif qui peut être assuré au maximum par 2 personnes n'occupe aucun siège au sens des dispositions du présent article.

Les modalités de fonctionnement et de saisine de la CPPNI EPNL sont détaillées dans un règlement intérieur pouvant être adapté en fonction de besoins spécifiques.

Toute correspondance concernant la CPPNI EPNL est adressée à : CPPNI EPNL, 277, rue Saint-Jacques, 75005 Paris, cppni@branche-epnl.org

La CPPNI EPNL détermine les moyens lui permettant un travail de qualité et efficace.

b) Missions et attributions

Hormis les missions spécifiques détaillées ci-dessous, la CPPNI EPNL exerce les missions qui lui sont dévolues et imposées par le code du travail et notamment à l'article L. 2232-9, II du code du travail.

c) Dispositions spécifiques à l'examen des thèmes de négociation

Outre les thèmes obligatoires de négociation visés au code du travail, la CPPNI EPNL peut se saisir de tout sujet en vue de l'évolution des dispositions conventionnelles ⁽¹⁾.

Conformément aux dispositions du code du travail ⁽²⁾, les organisations syndicales représentatives ou la CEPNL peuvent saisir la CPPNI EPNL de tout thème de négociation.

À cet effet, elles adressent à la présidence un texte cible précédé d'un exposé des motifs.

Ces conditions respectées, la présidence porte le ou les thèmes envisagés à l'ordre du jour de la réunion suivante afin que la CPPNI EPNL prenne en compte la demande.

La CCPNI EPNL s'appuie sur les travaux de l'observatoire paritaire du dialogue social EPNL (tel que défini à l'art. 3.3) et peut le solliciter pour toute question relevant de sa compétence.

Conformément aux dispositions du code du travail ⁽³⁾, avant toute négociation dans la branche, les organisations représentatives travaillent un accord de méthode fixant :

- les thèmes et le périmètre des négociations ;
- les objectifs communs de la négociation ;
- le temps consacré à la négociation et le calendrier pour la conduire (nombre de réunions et thèmes abordés par réunion) ;
- les règles et délais d'examen des documents (initiaux et ceux rédigés en rebond) ;
- la nature des informations partagées entre les négociateurs ;
- en fonction de la technicité du sujet traité, la méthode de préparation par les représentants des deux collèges et les moyens des salariés mandatés par les organisations (nombre de demi-journées de préparation, prise en charge du salaire et des frais engagés, recours à d'éventuels experts, formation commune etc.) ;

L'accord de méthode intègre un point de situation objectif (cartographie de la problématique) reposant sur des chiffres et éléments objectivables et permettant un diagnostic et un bilan partagés.

(1) Conformément aux dispositions de l'article L. 2232-5-1,1° du code du travail dans sa rédaction à la date de signature du présent avenant.

(2) C. trav., art. L. 2222-3 dans sa rédaction à la date de signature du présent avenant.

(3) C. trav., art. L. 2222-3-1 dans sa rédaction du code du travail à la date de signature du présent avenant.

L'observatoire paritaire du dialogue social EPNL (tel que défini à l'art. 3.3) est sollicité dans ce cadre. À cet effet, la CEPNL met à disposition les outils et applications dont elle dispose.

*d) Dispositions spécifiques relatives à la CPPNI EPNL réunie
en vue de l'exercice de sa mission d'interprétation*

La CPPNI EPNL est la seule instance habilitée à interpréter le texte de la convention collective et tout accord rattaché.

Seules les organisations représentatives signataires de la convention collective ou ayant adhéré ultérieurement siègent en CPPNI EPNL en vue d'interprétation.

Dans cette configuration, elle a pour objet d'interpréter les textes conventionnels donnant lieu à des divergences d'analyse et d'interprétation de portée collective relatives à l'application des dispositions de la convention collective et tout texte rattaché.

Elle se réunit :

- à réception de la demande d'une juridiction conformément aux dispositions des articles L. 2232-9, II du code du travail et L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire ;
- à réception d'une demande formulée par une organisation représentative signataire de la convention collective ou par une commission paritaire régionale EPNL (CPR EPNL).

Seules les organisations représentatives signataires de la convention collective ou ayant adhéré ultérieurement et les CPR EPNL peuvent saisir directement la CPPNI EPNL pour interprétation :

- les organisations syndicales non représentatives ou non signataires de la convention collective peuvent, quant à elles, saisir la CPPNI EPNL d'interprétation par l'intermédiaire d'une des organisations y siégeant ;
- les salariés ou les employeurs peuvent saisir la CPPNI EPNL via la CPR EPNL.

La CPPNI EPNL peut charger un groupe de travail paritaire d'instruire la demande d'interprétation et de lui proposer un texte.

*e) Suivi de la mise en œuvre et de l'application
des dispositions conventionnelles et des accords paritaires*

La CPPNI EPNL est chargée de faire le point sur les conditions d'application de la convention collective et de tout accord rattaché.

Ainsi, elle joue le rôle des commissions de suivi et peut être saisie des éventuelles difficultés de mise en place de la convention collective et des accords rattachés ⁽¹⁾ dans les conditions mentionnées au *d* du présent article (« Dispositions spécifiques relatives à la CPPNI EPNL réunie en vue de l'exercice de sa mission d'interprétation »).

*f) Dispositions spécifiques relatives à la CPPNI EPNL réunie
en vue de l'exercice de sa mission de conciliation*

La CPPNI EPNL se constitue en CPPNI de conciliation afin de traiter des litiges individuels ou collectifs résultant de l'application de la présente convention collective et tout texte rattaché.

Elle est réunie en cas d'échec de la procédure de conciliation de la CPR EPNL ou de carence de cette dernière (voir l'art. 3.4).

Pour l'exercice de cette mission, elle entend les parties en respectant la procédure détaillée dans le règlement intérieur visé au *a*.

(1) À l'exception des accords « protection sociale » et « formation professionnelle ».

g) Transmission des conventions et accords d'entreprise/observatoire paritaire
de la négociation collective

L'observatoire paritaire du dialogue social EPNL tel que défini à l'article 3.3 exerce les missions d'observatoire paritaire de la négociation collective.

Article 3.2

Groupes de travail paritaires

La CPPNI EPNL crée des groupes de travail paritaires autant que de besoin.

Les groupes de travail sont composés de membres de la CPPNI (titulaires ou suppléants, sur la notion de membre, voir art. 3.5).

La CPPNI EPNL fixe par délibération chaque fois que cela est nécessaire et notamment par accord de méthode, les conditions dans lesquelles ces groupes de travail se réunissent et les moyens dont ils disposent.

Article 3.3

Observatoire paritaire du dialogue social EPNL

Un observatoire paritaire du dialogue social est créé au sein de la CPPNI EPNL.

Il est dénommé observatoire EPNL.

Il se substitue aux observatoires créés par les textes conventionnels entrant dans le champ de la présente convention collective à l'exception des observatoires légalement prévus ⁽¹⁾.

Instance technique paritaire, il assume :

- la mission d'observatoire paritaire de la négociation collective (voir *b*) ;
- une mission d'appui à la négociation et d'analyse et de suivi des textes conventionnels (voir *c*).

a) Composition

Chaque organisation syndicale représentative de salariés dispose de 2 sièges.

Le collège des employeurs dispose d'un nombre de sièges égal au nombre total des sièges dont disposent les organisations syndicales composant le collège des salariés.

Les travaux de l'observatoire EPNL sont coordonnés, sous le contrôle de la CPPNI EPNL et s'agissant des affaires courantes de sa présidence, par un coordinateur-rapporteur siégeant en CPPNI EPNL.

Son secrétariat est assuré par le secrétariat technique et administratif de la commission.

Compte tenu de la nature de ses missions, l'observatoire EPNL peut inviter toute personne qualifiée (organisme désigné ou recommandé dans le cadre des régimes de protection sociale complémentaire, organisme paritaire collecteur agréé – opérateur de compétence désigné etc.)

b) Mission d'observatoire paritaire de la négociation collective

Conformément aux articles L. 2232-9 et L. 2232-10 du code du travail chaque employeur relevant de la convention collective EPNL adresse à l'observatoire EPNL par voie numérique l'accord d'entreprise conclu, concomitamment à l'accomplissement des mesures de dépôt (cppni@branche-epnl.org/Objet : dépôt d'un accord).

Le secrétariat technique et administratif de la CPPNI EPNL, sous le contrôle de sa présidence :

- accuse réception des accords transmis ;
- les conserve et les indexe dans une base de données ouverte aux membres de l'observatoire EPNL et de la CPPNI EPNL ;

(1) À la date de la signature du présent accord, est visé l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications (OPMQ).

- rédige le projet de rapport annuel d'activité mentionné à l'article L. 2232-9, II du code du travail avant son analyse par les membres de l'observatoire.

Ce rapport, porté et présenté par l'observatoire EPNL, est validé par la CPPNI EPNL et versé dans la base de données visée à l'article L. 2231-5-1 du code du travail.

c) Mission d'appui à la négociation

L'observatoire EPNL se substituant aux observatoires créés par les textes conventionnels entrant dans le champ de la présente convention collective ⁽¹⁾, il assure, sous le contrôle de la CPPNI EPNL, les missions qui leur étaient dévolues par ces textes ⁽²⁾.

L'observatoire EPNL est une instance technique paritaire d'information, de connaissance et d'analyse permettant d'éclairer à sa demande les membres de la CPPNI EPNL dans les négociations qu'ils mènent en son sein.

L'observatoire EPNL est sollicité dans le cadre de l'animation prospective du dialogue social pour participer à l'élaboration d'un diagnostic partagé préalable à la négociation (cf. art. 3.1, c).

Il dresse alors un panorama sur les éléments et données factuels :

- que la CEPNL est en capacité de délivrer aux membres de la CPPNI EPNL ;
- que les opérateurs désignés ou recommandés dans la branche ou ayant des activités dans la profession sont susceptibles de délivrer.

Il peut dans le cadre de sa mission préconiser à la CPPNI EPNL l'élaboration de toute base de données partagée.

Il peut mettre à disposition des établissements, et spécialement aux entreprises de moins de 50 salariés des outils (notamment numériques) leur permettant d'établir des diagnostics.

L'observatoire EPNL veille tout spécialement dans ses travaux à collecter et analyser des données dans un objectif général de lutte contre toute forme de discrimination au travail.

L'observatoire EPNL s'appuie sur les travaux de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications (OPMQ) ou toute instance venant à le remplacer dans ses missions d'anticipation des évolutions de l'emploi et des métiers.

Article 3.4

Commissions paritaires régionales

Une commission paritaire régionale (CPR EPNL) siège au sein de chaque région définie dans le cadre de l'organisation territoriale de la République.

Instance compétente pour animer un dialogue social territorial, elle est chargée des fonctions suivantes :

- se constituer en CPR de conciliation ;
- solliciter une interprétation des dispositions conventionnelles à la CPPNI EPNL ;
- alerter la CPPNI EPNL sur tout problème d'application des présentes ;
- proposer à la CPPNI EPNL des correctifs à la présente convention collective.

Chaque CPR EPNL (désignée CPR EPNL « nom de la région ») est composée de deux collèges :

- le collège des salariés regroupant les organisations syndicales de salariés représentatives ;
- le collège des employeurs composé de représentants de la CEPNL.

Chaque organisation syndicale de salariés représentative dispose de 3 sièges.

(1) Rappel : observatoire du temps partiel créé par l'accord du 18 octobre 2013, observatoire paritaire de la négociation collective créé par l'accord sur le droit syndical et le dialogue social SEP du 7 juillet 2015, observatoire des égalités créé par l'accord NAO EPNL du 17 juillet 2017.

(2) L'ensemble des décisions, délibérations ou interprétations demeure valable et applicable sauf révision par la CPPNI.

Le collège des employeurs dispose d'un nombre de sièges égal au nombre total des sièges dont disposent les organisations syndicales composant le collège des salariés.

Le règlement intérieur applicable est le règlement intérieur élaboré par la CPPNI EPNL.

Chaque CPR EPNL se réunit au moins une fois par an hors conciliation.

Le secrétariat de chaque CPR EPNL adresse au secrétariat technique et administratif de la CPPNI EPNL, l'ordre du jour de chaque réunion, les comptes rendus, un état des lieux régulier de son activité et tout autre élément permettant sa parfaite information.

Une fois synthétisées, ces informations sont présentées chaque année en CPPNI EPNL.

Sous-section 2

Les moyens du dialogue social dans la branche

Les organisations représentatives dans la branche s'accordent sur leur volonté de développer les moyens permettant l'efficacité de la représentation des salariés des établissements et le développement d'un dialogue social de qualité dans la branche.

Article 3.5

Qualité de membre d'une commission paritaire dans le champ de la CC EPNL

Tout salarié dûment mandaté (titulaire ou suppléant) pour représenter son organisation au sein de la CPPNI EPNL, d'une CPR EPNL, de l'observatoire EPNL ou de toute commission paritaire nationale créée par un accord thématique (protection sociale complémentaire, formation professionnelle, etc.) doit informer son employeur et ce, dès réception de la convocation.

Est membre au sens de l'alinéa 2 de l'article L. 2234-3 du code du travail de la CPPNI EPNL, de la CPR EPNL, de l'observatoire EPNL ou d'une commission paritaire nationale créée par un accord thématique (protection sociale complémentaire, formation professionnelle, etc.), le titulaire et le suppléant mandaté par l'organisation représentative qu'il représente.

Chaque organisation représentative via sa fédération nationale adresse la liste de ses mandatés par commission (CPPNI EPNL, Observatoire EPNL, CPR EPNL, commission paritaire nationale créée par un accord thématique) au secrétariat technique et administratif de la CPPNI EPNL. Chaque organisation représentative via sa fédération nationale l'informe également de toute modification.

En sa qualité de membre d'une commission paritaire, le salarié mandaté bénéficie, dès lors que le mandat a été enregistré par le secrétariat technique et administratif de la CPPNI EPNL, d'une autorisation d'absence pour participer à ces réunions ainsi que de la protection prévue par le Livre IV du code du travail.

Les demi-journées ou les journées de préparation prises en charge, dans les conditions visées à l'article 3.6, par la CEPNL donnent également droit à une autorisation d'absence.

Ces absences ne font l'objet ni d'une retenue sur salaire ni d'une récupération.

Pour les chargés d'enseignement-intervenants non permanents salariés d'un établissement d'enseignement supérieur privés et afin que la participation aux travaux des commissions paritaires n'entraîne pas de perte de salaire, il est convenu :

- que les heures d'enseignement qui n'auraient pu être effectuées seront déplacées (et donc rémunérées) en respectant les délais de prévenance ;
- que les heures de participation aux réunions seront rémunérées comme les heures de réunions pédagogiques/administratives ;
- que dans le cas exceptionnel où l'établissement n'aurait pu déplacer les heures d'enseignement, les heures de réunion seraient rémunérées au tarif contractuel.

Article 3.6

Prise en charge des frais de déplacement et de salaire des participants aux réunions paritaires

Outre les journées et demi-journées prévues, le cas échéant, dans l'accord de méthode visé à l'article 3.1 c, et celles prévues pour le suivi des accords thématiques (protection sociale complémentaire, formation professionnelle, etc.), la CEPNL indemnise au total et par année scolaire, l'ensemble des établissements employant des membres des commissions selon les modalités suivantes :

- CPPNI EPNL hors conciliation :
 - au maximum et au total : 16 jours de réunions par organisation syndicale représentative ;
 - au maximum et au total : 8 jours de préparation par organisation syndicale représentative participant aux réunions.
- Observatoire EPNL et groupes de travail :
 - au maximum et au total : 30 jours de réunion par organisation syndicale représentative ;
 - au maximum et au total : 15 jours de préparation par organisation syndicale signataire représentative participant aux réunions.
- CPR EPNL hors conciliation :
 - au maximum et au total : 2 demi-journées de réunion par organisation syndicale représentative. Les structures locales prendront en charge les frais et demi-journées de réunion s'il est décidé un nombre plus important de réunions.

Ces dispositions seront précisées dans le règlement intérieur prévu à l'article 3.1 a.

Dans la limite du nombre de réunions défini ci-dessus, les salariés rémunérés par les établissements et relevant de la présente convention collective ont droit au remboursement par leur établissement, sur justificatif, des frais de transport du domicile au lieu de la réunion.

L'employeur est remboursé par la CEPNL, selon la procédure fixée par elle et présentée à la CPPNI EPNL :

- des frais engagés par le salarié et qu'il a préalablement remboursés à ce dernier ;
- du salaire correspondant au temps d'absence visé ci-dessus.

S'agissant des enseignants agents publics, des retraités ou de salariés (en cas de difficulté de remboursement), la CEPNL rembourse directement l'organisation syndicale ayant mandaté le représentant concerné. »

Article 2

Dispositions techniques ⁽¹⁾

L'article 6.3 de l'accord national professionnel du 15 juin 1999 sur l'aménagement et la réduction du temps de travail dans les établissements d'enseignement privé sous contrat relatif à la commission paritaire nationale de suivi de l'accord de branche est supprimé.

L'article 4 de l'accord national professionnel du 2 juillet 2002 relatif au travail de nuit, conclu dans le secteur de l'enseignement privé sous contrat relatif à la commission paritaire nationale est supprimé.

Les missions de ces commissions de suivi sont assumées par la CPPNI EPNL (voir art. 3.1, e).

L'article 11 de l'accord sur le temps partiel du 18 octobre 2013 révisé le 10 mars 2015 relatif à l'observatoire du temps partiel est supprimé.

Les missions de cet observatoire sont assurées par l'observatoire EPNL (voir art. 3.3, c).

(1) L'ensemble des décisions, délibérations ou interprétations prises par les instances disparues demeure valable et applicable sauf révision par la CPPNI.

Article 3

Nature du présent accord et date d'application

Le présent accord est un avenant de révision de la convention collective EPNL. Il est à durée indéterminée et prend effet au 1^{er} juillet 2018.

À cette date, ses dispositions remplacent les dispositions révisées de ladite section.

Article 4

Modalités de dépôt

L'accord est déposé par la CEPNL conformément aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles.

Une demande d'extension est formulée à cette occasion.

Les organisations représentatives signataires ont prévu dans l'article 3.3 c la mise à disposition, par l'observatoire EPNL, d'outils à destination des entreprises de moins de 50 salariés.

À l'exception de ces dispositions, l'ensemble de ses stipulations du présent accord, compte tenu de son objet, s'appliquent à toutes les entreprises relevant de la convention collective EPNL. La CPPNI EPNL a en effet des missions concernant tous les salariés et entreprises de la branche.

Fait à Paris, le 18 juin 2018.

(Suivent les signatures.)